

# Le Tiers-Monde au fond de nos bois

VICTOR LARIVIÈRE  
 COLLABORATEUR SPÉCIAL

Ils sont environ 10 000 à travailler au débroussaillage des plantations et à l'aménagement des forêts du Québec. Personne ou presque ne s'intéresse à ces travailleurs sylvicoles qui vivent et travaillent loin des villes et parfois dans des conditions qui se rapprochent de l'esclavage. De petits salaires basés sur le rendement, c'est-à-dire presque rien pour un débruant, une journée qui débute à 5 h le pas de syndicat, pas d'avantages sociaux, pas de vacances, les moches, les trous à cheval, les trappes-abord, les doulières aux genoux, aux chevilles, un travail de dernier recours pour lequel on a fait miroiter un salaire de 1500 \$ à 2000 \$ par semaine.

C'est pour en savoir un peu plus sur ce nouveau métier, qui n'a pas plus de 20 ans, que Marie-Paule Villeneuve a mené une enquête journalistique en 2000 et 2007 en Abitibi, au Lac-Saint-Jean, dans le Bas-Saint-Laurent et auprès de professionnels de la forêt et d'ex-travailleurs. En octobre dernier, elle publie chez Fides, *Le Tiers-Monde au fond de nos bois*, un livre de 138 pages, résultat de ses recherches sur le terrain et sans aucun doute un éclairage assez unique et pas très réjouissant sur ce métier.

Il faut dire d'abord que seulement une dizaine de personnes ont accepté de parler ouvertement, les autres l'ont fait sous le couvert de l'anonymat. Pour comprendre les débuts du métier de débroussaillieur, l'auteure rappelle que le travailleur forestier était salarié jusqu'à la crise de 1929. Par la suite jusqu'aux années 60, il sera payé à la pièce, soit en fonction du nombre de billes de bois coupées par jour. De 1960 à 1985, il y aura une montée du syndicalisme et ce sera l'arrivée de l'outillage spécialisé. En 1983, le gouvernement interdit l'usage des phytocides en forêt pour les remplacer par l'entretien mécanique avec la débroussaillieuse, qui fait alors graduellement son apparition chez nous. Ce travail

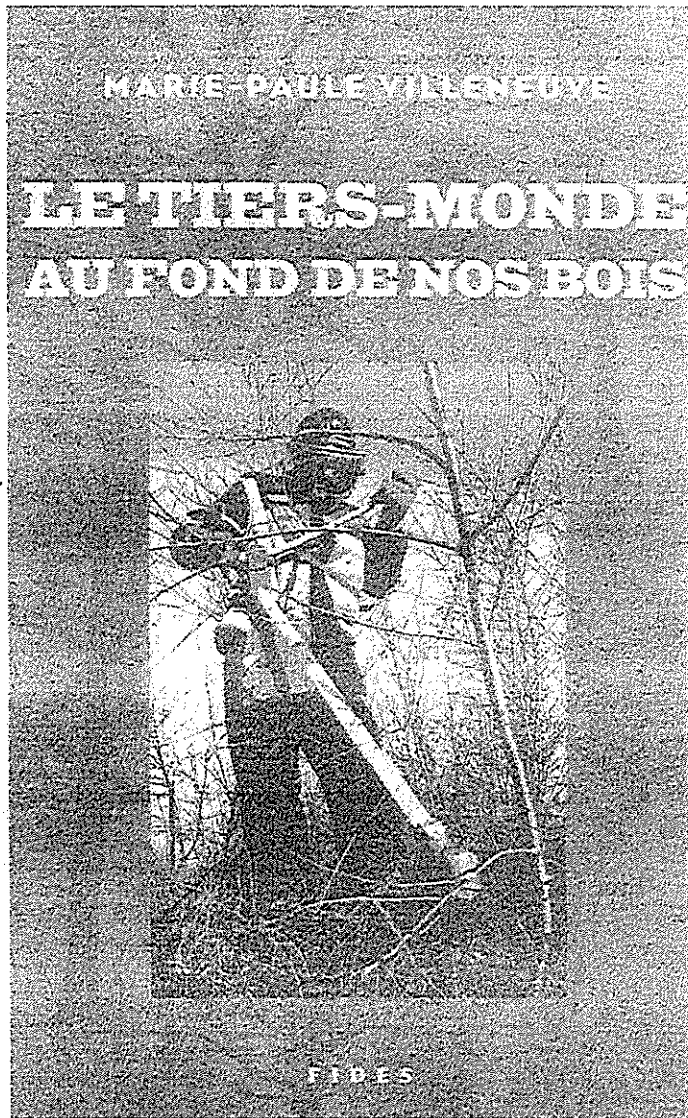
est confié à des sous-traitants des compagnies forestières. (Il va de soi qu'on parle ici de la forêt publique). Il en résulte un retour au travail basé sur le rendement, une façon de contourner la syndicalisation qui va presque disparaître de ce secteur d'activité. Les compagnies qui ont la responsabilité de

**On a reconnu qu'il faisait du travail de bénévolat dans le bois, une fois qu'on eut enlevé toutes les dépenses qu'il devait payer.**

reboiser après les coupes de bois se déchargent de cette obligation avec pour résultat un retour à des conditions précaires pour les travailleurs sylvicoles. Interrogé dans le livre, Pierre Dubois, ingénieur forestier et auteur d'un livre intitulé *Les vrais maîtres de la forêt*, fait remarquer que la Suède a aboli le salaire au rendement pour des questions de santé et de sécurité.

#### Des exemples qui parlent

Selon Bruce Gervais, qui a été journaliste et chômeur avant de devenir débroussaillieur en Abitibi, « il faut accepter la misère pour faire ce métier ». Au début, on y retrouvait plus de Québécois. Aujourd'hui, ils ont été remplacés par des Roumains et des Africains. Jean-Baptiste Mailloux, diplômé de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, ex-enseignant et ex-entrepreneur en gestion informatique, a cru un temps se relever d'une faillite en faisant ce travail. Il a constaté que « c'est l'emploi le plus difficile qui existe, avec un salaire minime, il en reste même moins que le B.S. ». Devant le peu de protections offertes aux débroussaillieurs, Jean-Baptiste a créé une association pour les travailleurs sylvicoles. Il a obtenu gain de cause devant le Tribunal administratif pour recevoir l'aide sociale en plus de son salaire. On a reconnu qu'il faisait du travail de bénévolat dans le bois, une fois qu'on eut enlevé toutes les dépenses



qu'il devait payer. En 2005, il a déposé un recours collectif pour que les normes du travail s'appliquent aux débroussaillieurs. Sa demande a été acceptée, mais rien n'a bougé encore en ce sens.

En terminant son livre, Marie-Paule Villeneuve fait part de ses doutes quant à la volonté des principaux acteurs de changer les pratiques découvertes dans son enquête sur le terrain. Plusieurs travailleurs lui ont raconté la même histoire d'horreur, histoire qui est racontée par les patrons qu'elle a interrogés. Elle pense que le métier pourrait s'améliorer si plus de gens sont formés. Elle n'est pas certaine que ce soit un métier d'avenir. Elle y voit plutôt un symbole d'asservissement.

« Espérons que les jeunes étudieront assez longtemps pour y échapper », conclut-elle.

Marie-Paule Villeneuve est née au Lac-Saint-Jean. Son père et d'autres membres de sa famille ont travaillé en forêt. Elle a déjà publié deux romans historiques. Au début des années 2000, elle a été rédactrice en chef adjointe à *La Terre de chez nous*. Depuis, elle est revenue à son métier de journaliste auprès de *La Presse canadienne*.